



76^e session de l'Assemblée générale

5^e commission

Point 140 de l'ordre du jour

Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

Improving the financial situation of the United Nations

New York, le 4 mars 2022

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nous remercions le Secrétaire général de nous avoir informés de la situation financière actuelle le 15 février ainsi que le contrôleur, Monsieur Chandru Ramanathan, pour le briefing de ce matin sur ce point de l'ordre du jour.

Monsieur le Président,

Nous nous réjouissons qu'en début de cette année, la situation financière se présente plus détendue que les années précédentes et que les rentrées et la somme d'argent ont atteint un niveau record. Dans ce contexte, il est également réjouissant de constater qu'actuellement, toutes les restrictions pesant sur les dépenses due à un risque de manque de liquidités sont levées.

Cette situation encourageante est principalement due à l'augmentation du nombre d'États membres qui ont payé leurs contributions à temps et dans leur intégralité. C'est la preuve que le respect du règlement financier concernant le paiement des contributions est un moyen efficace d'éviter de futures crises de liquidité. Plus le secrétariat recevra les contributions suffisamment tôt, mieux il pourra décider de l'allocation des ressources et limiter ainsi le risque que le fonctionnement de l'Organisation soit perturbé. Enfin, les mandats adoptés par les États membres pourront être mis en œuvre par l'organisation, sans qu'il y ait une priorisation basée uniquement sur des disponibilités financières. Nous encourageons et soutenons donc le Secrétaire général à continuer d'inciter vivement les États membres à maintenir à l'avenir ce changement d'habitudes de paiement, qui va dans le bon sens, et à mettre en place des mesures dissuasives claires en cas de retard ou de défaut de paiement.

Nous ne sommes toutefois pas à l'abri d'une nouvelle crise à l'avenir. Les diverses restrictions concernant les objets de dépense autres que les postes n'ont pas suffi à combler le déficit croissant lié à l'insuffisance des rentrées de fonds. Sans une intervention forte et décisive de l'Assemblée générale sur cette question, nous devons nous attendre à un sous-financement systématique des mandats de

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

l'ONU. En fin de compte, la priorisation des tâches par le Secrétariat qui est nécessaire à la lumière des difficultés de trésorerie, compromet le contrôle des États membres sur la mise en œuvre des mandats de l'ONU.

Nos délégations estiment en effet qu'il est essentiel d'examiner les problèmes de liquidités de manière globale et à long terme et de chercher des solutions durables pour les activités financées au moyen du budget ordinaire.

Nous remercions le Secrétaire général pour ses propositions visant à améliorer la situation financière. Il est important que la Cinquième Commission examine de près toutes les propositions. Le Secrétaire général doit disposer d'une plus grande marge de manœuvre dans la gestion budgétaire. Par exemple, il devrait être autorisé à réaffecter, selon les besoins, les ressources à des sections du budget, tout en garantissant une responsabilité et une transparence totales aux États membres.

Monsieur le Président,

Soyez assurés que nos délégations continueront d'honorer leurs obligations financières envers l'Organisation, en payant à temps et en totalité ; et qu'elles participeront activement aux discussions.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chairman,

I have the honor to address you on behalf of Switzerland and Liechtenstein. We thank the Secretary-General for informing us about the current financial situation on February 15 and the Controller, Mr. Chandru Ramanathan, for the briefing this morning on this agenda item.

Mr. Chairman,

We are pleased that at the beginning of this year the financial situation is more relaxed than in previous years and that the collections and the amount of cash have reached a record level. In this context, it is also pleasing to note that currently, all spending restrictions due to the risk of a lack of liquidity have been removed.

This encouraging situation is mainly due to the increase in the number of Member States that have paid their contributions on time and in full. This is proof that compliance with the financial regulations regarding the payment of contributions is an effective way to avoid future liquidity crises. The earlier the Secretariat receives contributions, the better it will be able to decide on the allocation of resources and thus reduce the risk of disrupting the functioning of the organization. Hence, the mandates adopted by the Member States could be implemented by the organization, without there being a prioritization based solely on the availability of funding. We therefore encourage and support the Secretary-General to continue to urge Member States to maintain this shift in payment patterns in the future, which is a step in the right direction, and to put in place clear dissuasive measures in case of late or non-payment.

We are however not shielded from a new crisis in the future. The various restrictions on non-post spending have been inadequate to deal with increasing liquidity gaps between cash inflows and outflows. Without a sustained and decisive intervention by the General Assembly to address this problem, we need to expect systemic underfunding of UN mandates. Ultimately, the prioritization of tasks by the Secretariat, which is necessary in order to take into account the difficult cash situation, poses a risk for Member State's control over the UN's mandate implementation.

Our delegations believe that it is essential to review the liquidity challenges in a holistic way and seek

lasting solutions for regular budget operations.

We thank the Secretary-General for his proposals aimed at improving the financial situation. It is important that the Fifth Committee examines all proposals thoroughly. The Secretary-General should have more leeway in managing the budget. For example, he should be authorized to reallocate resources to sections of the budget as needed, while ensuring full accountability and transparency to Member States.

Mr. Chairman,

Please be assured that our delegations will continue to honour our financial obligations to the Organization by paying on time and in full; and that they will actively participate in the upcoming discussions.

Thank you, Mr. Chairman.